

informations *la* cgt

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région
SROS: 16 mars



Vie syndicale
pour l'Energie



Racisme
21 mars, journée de lutte

Dossier

Le Schéma régional

des choix qui engagent l'avenir de Midi-Pyrénées...

N°163 Février 2006



Dossier

Le SRDE



Editorial 2

A la une 3

- Manif régionale pour l'emploi

Vos luttes dans la région 4

- SROS: 16 mars
- Perthus
- Marchant
- Carrefour

Dossier 5-8

- Le SRDE
- Présentation du Diagnostic territorial
- les grandes tendances
- les propositions de la CGT

Vie syndicale 9

- Pour l'Energie
- Secrétariat régional

Racisme 10

- 21 mars: journée internationale de lutte

Brèves 11

- Congrès
- Institut Régional du Travail
- CSI



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix: 1€ • N° 163 • Février 2006
N° d'inscription à la CP 0206S05720

Directrice de la Publication:
Martine Bernard-Roigt
Tél. 05 61 23 35 52
Fax 05 61 21 06 67
e-mail: cgt.crm@wanadoo.fr
Crédit photos: Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Imprimerie Capitouls

A quelques jours d'une journée d'action et de manifestations qui s'annoncent forte pour exiger le retrait du CPE et dire non à la précarité, chacun et chacune est mobilisé. La jeunesse avec détermination a permis au syndicalisme de se rassembler une nouvelle fois, tant les enjeux sont importants! Une dynamique s'est produite, elle n'est pas sans effet sur l'opinion qui considère aujourd'hui, le CPE négatif. Pour la CGT, à l'offensive dans la mobilisation pour le retrait du CPE, il ne peut y avoir d'avenir pour les jeunes sans une politique audacieuse de création d'emplois dans tous les domaines, pour répondre aux besoins immenses de la société et des citoyens! Dans ce contexte de mobilisation nous avons donc tout à gagner pour faire connaître nos propositions, celles du statut du travail salarié, comme celles pour une sécurité sociale professionnelle à l'opposé d'une précarité institutionnalisée que veut imposer le gouvernement. Elles touchent à la justice sociale et au progrès qui conditionnent le développement économique de nos territoires.

Si l'actualité sociale en ce début du mois de mars bouscule, notre manifestation régionale dont nous avons décidé le principe depuis la mi-décembre, la démarche qu'elle sous-tend donne un relief particulier à cette dynamique, elle donne de l'écho à nos propositions en Midi-Pyrénées pour qu'elles s'imposent dans une perspective de développement équilibré et solidaire du territoire régional. Et c'est urgent! Nul doute qu'au regard des enjeux chacun et chacune de nous, aura l'ambition de contribuer à la réussite de cette manifestation-là ou il, elle se trouve. Mais déjà, cette construction solidaire au contenu porteur de perspectives, décidée, ensemble unions départementales et professions CGT de Midi-Pyrénées est le signe encourageant que s'affirme dans notre région un syndicalisme réellement solidaire! Soyons-en les ardents artisans.



Martine BERNARD-ROIGT

Secrétaire régionale

4 mars 2006



17 mars : agissons pour l'emploi...!

manifestation régionale, pour donner plus de force à nos luttes à l'entreprise, la localité...

Les salariés de notre région sont face à des enjeux considérables. L'emploi est une de leur principale préoccupation, une question vitale pour des milliers d'entre eux, pour celui ou celle qui en a un, comme celui ou celle qui n'en a pas!

Dans notre région l'emploi est malmené, dégradé, précarisé, liquidé. En effet au cours de ces 5 dernières années

10 000 emplois industriels ont disparu en Midi-Pyrénées. Ce sont les secteurs dits "traditionnels" qui sont particulièrement touchés, chaque jour annonce de nouvelles suppressions, des menaces sur l'emploi comme chez M. THIERRY (09)... TNT (82)... BOSH (12)

Cette réalité douloureuse des milliers de salariés la vive tous les jours.

Dans les secteurs en fort développement comme l'aéronautique c'est le recours à la précarité, le renforcement de la sous-trai-

que veut imposer le gouvernement et pour lutter contre le chômage, nous revendiquons la création d'emplois stables, bien rémunérés dans le secteur privé comme le secteur public pour répondre aux besoins immenses qui existent dans tous les domaines de la vie comme les besoins du développement économique, celui la société, de nos territoires.

Nous proposons la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle qui garantisse à chaque salarié(e), tout au long de sa vie professionnelle un socle de droits et de garanties collectives d'un haut niveau! .../...

Conscients, que nous sommes, avec les salariés, les territoires de la région au cœur d'enjeux importants qui conditionnent notre avenir en Midi-Pyrénées, le comité régional CGT et les organisations syndicales professionnelles CGT Midi-

Pyrénées ont lancé un appel depuis plusieurs semaines pour faire du 17 mars une journée régionale interprofessionnelle de mobilisation et de

manifestation pour l'emploi. Cet appel rencontre un large écho et nous voulons que la mobilisation soit la plus élevée possible,

■ Pour dire, ça suffit. Il faut stopper cette logique, qui sacrifie les hommes et les femmes, les territoires!

■ Pour donner plus de force encore à nos luttes dans chaque entreprise, localité, département, ces luttes qui donnent

confiance, et font reculer le patronat, les groupes privés dans leurs prétentions!

■ que les atouts industriels en Midi-Pyrénées, nombreux dans l'automobile, l'agroalimentaire, l'énergie, le textile, le bois-papier, soient développés, confortés

■ Pour que l'essor et les retombées écono-



miques de l'aéronautique servent au développement du plein-emploi, au rayonnement de notre industrie dans le cadre d'un territoire régional fort de sa diversité industrielle!

■ Pour des services publics répondant aux besoins des usagers,

■ Pour que le développement garantisse un haut niveau de garanties sociales et collectives,

Les salariés de Midi-Pyrénées ont tout à gagner à se faire entendre et exprimer plus fortement leurs exigences! Nous pouvons en région gagner de réelles avancées vers ces objectifs.

Participons nombreux, nombreuses à la manifestation régionale 11h Toulouse

tance et la dégradation des conditions de travail. Face à cette situation, les décisions du gouvernement d'imposer plus de précarité et de flexibilité en instaurant le CNE et en tentant d'imposer le CPE aux jeunes générations sont insupportables et inacceptables! C'est pourquoi la CGT est engagée avec les salariés et se mobilise pour le retrait du CPE.

A l'opposé d'une précarité institutionnalisée

16 mars... SROS : des soins de qualité ?!



Le SROS* sera présenté et voté le 16 mars prochain. Il est élaboré pour les 5 prochaines années et permet l'organisation de l'offre de soins en Midi-Pyrénées. Dans un contexte où la santé est considérée comme un coût et donc gérée de manière comptable, les politiques successives ont fait de l'élaboration du SROS un outil de restructuration de l'offre de soins où domine les logiques de rationalisation et de rentabilité tournant le dos à la satisfaction des besoins des populations. Dans cette logique le SROS accélère les tentatives de démolition du service public de santé en opposant,

notamment qualité et sécurité à proximité. Tout en dénonçant cette situation et la démarche d'élaboration du schéma qui en a écarté les personnels et leurs organisations syndicales, la Coordination Régionale Santé et Action Sociale de Midi-Pyrénées fait également des propositions et réaffirme L'hôpital public doit être le pivot du système de santé au niveau de chaque territoire et assurer une offre de soins de qualité. Il doit être doté prioritairement des moyens humains et matériels nécessaires et suffisants. Les propositions visent également le maintien des services de chirurgie dans les

hôpitaux de Lannemezan, Saint-Girons, Lavar, Castelsarrasin, Gourdon, Figeac, Decazeville... et pour la Haute-Garonne, afin d'assurer la réponse à des besoins de santé en développement, la construction rapide d'un hôpital dans le Nord-Toulousain. La question de la continuité des soins est importante elle doit être assurée sur chaque territoire, quartier par quartier la mise en place de centres de santé dotés de moyens matériels modernes, de laboratoire...

* Schéma Régional d'Organisation Sanitaire

Perthus

3 000 manifestants dont près de 900 de Midi-Pyrénées ont participé à la manifestation du 14 février au Perthus. Tout comme à Hendaye et Strasbourg nous avons été des milliers à dire **STOP BOLSKENSTEIN!** Notre initiative du Perthus à l'appel du CSI Pyremed (qui regroupe tous les syndicats membres de la CES des régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Catalogne) prenait un sens particulier du fait des nombreuses questions que posent la construction du tunnel du Perthus concernant la situation et les conditions de travail des salariés !



Carrefour

C'est avec une grande satisfaction que le syndicat CGT du magasin de PURPAN (31) a vu son influence progresser aux élections de délégués du personnel et du Comité d'entreprise. Elles lui permettent d'obtenir la quasi-totalité de l'ensemble des sièges à pourvoir.

Marchant

La réouverture de l'hôpital, reconstruit après l'explosion d'AZF, prenait un sens particulier pour les personnels et leur syndicat CGT. Leur mobilisation a mis en avant l'intérêt de ce nouvel hôpital tout en dénonçant le manque d'effectifs criants pour assurer la qualité des soins en toute sécurité. Ce 20 janvier, de nombreux syndiqués(es) étaient réunis pour discuter de leurs préoccupations et de leur organisation syndicale dans le cadre de la préparation du 48^{ème} Congrès.



Schéma Régional Développement Economique

un moment propice pour que le monde du travail en Midi-Pyrénées s'impose dans le débat...!

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Le 3 février, devant un parterre de 700 personnes (élus, institutions, patrons, syndicats...) le Conseil Régional a présenté le Diagnostic régional de la situation économique de Midi-Pyrénées. Ces travaux devant servir de base à l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique (SRDE) qui sera présenté avant l'été. Le SRDE est inscrit dans la loi d'août 2004 portant sur les "Responsabilités locales" et élargit les compétences de la région en matière de développement économique. Après cette présentation du diagnostic, le Conseil Régional a mis en place une dizaine d'ateliers thématiques afin d'élaborer les propositions du prochain Schéma.

Dans cette démarche le Comité Régional CGT a été auditionné (et cette une première) pour faire connaître son analyse de la situation de notre région, il participe aux ateliers pour y faire admettre le point de vue des salarié(e)s de Midi-Pyrénées.

Bien entendu nous n'avons pas attendu d'être sollicités pour alerter, contester, les choix faits en région en matière de développement économique et sur la situation de l'emploi. Les luttes des salarié(e)s de notre région ont porté haut et fort leur refus des licenciements et des plans sociaux, grâce à



elles des activités industrielles décisives pour le développement du territoire et des centaines d'emplois ont été maintenus. Ces luttes, parce qu'elles donnent confiance, nous permettent d'être offensifs pour porter plus fort nos exigences, nos propositions.

C'est tout le sens et la portée de l'appel lancé par le Comité Régional et les organisations professionnelles de la CGT Midi-Pyrénées pour une manifestation régionale le 17 mars à Toulouse.

En effet le moment est propice pour que le monde du travail en Midi-Pyrénées s'impose dans le débat. Depuis des mois le Comité Régional avec les professions

mènent une campagne pour faire connaître les propositions de la CGT de développement industriel et d'aménagement du territoire. Nous avons réussi à ouvrir le débat régionalement, le soutien à certaines filières textile, bois-papier s'exprime de manière plus forte. Mais cela ne suffit pas et nous pouvons franchir une étape qui permette des avancées sociales en Midi-Pyrénées, parce que la Région est un lieu d'intervention pour gagner des conquêtes sociales. Cette démarche s'inscrit dans les choix d'orientation de nos congrès confédéraux, celles proposées au 48^{ème} congrès visant un syndicalisme de conquête et qui gagne!

Diagnostic de l'économie de Midi-Pyrénées !

un développement régional à 3 vitesses, les inégalités se creusent !



La présentation faite le 3 février du Diagnostic de l'économie régionale et la démarche retenue pour élaborer les propositions nous incitent encore plus à réussir cette mobilisation !

En effet voyons à quelle réalité sommes-nous confrontés en Midi-Pyrénées, quelles en sont, du moins, les grandes tendances notamment en ce qui concerne :

- L'emploi
- L'économie régionale

L'EMPLOI :

Avec 930 160 salarié(e)s, l'emploi progresse de 0,4 % en Midi-Pyrénées. Il est cependant en retrait dans l'industrie (0,1 %), progresse dans la construction (+0,4%) et le tertiaire (+0,5%). Ces évolutions se traduisent par :

Une stabilité des emplois en Haute-Garonne
Une diminution de (-0,6 %) en Ariège.

Une progression dans les autres départements notamment +2 % dans les Hautes-Pyrénées.

Le Diagnostic met en évidence au cours des 5 ans, une augmentation continue de l'emploi dans le secteur tertiaire et la construction. Une diminution de l'emploi industriel depuis 2001, mais qui tendrait à se stabiliser depuis 2005.

L'emploi dans les services marchands et non-marchands représente 6 emplois sur 10. Un tiers de l'emploi régional se situe dans le secteur de l'Education, la Santé et l'Action Sociale, l'administration.

L'emploi public représente 25 % du total des emplois salariés en Midi-Pyrénées et peut représenter jusqu'à 42 % dans certaines zones rurales.

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

- 99 000 personnes sont demandeurs d'emplois.
- 78 800 soit 13 % des salariés sont en situation de précarité professionnelle.
- 12 % de la population de la région vit avec un revenu inférieur au seuil de précarité soit 698,20 € pour un couple avec 2 enfants.
- 3,5 % de la population régionale vit avec le RMI.

ECONOMIE REGIONALE

L'économie est d'abord **agricole** et la diminution de l'industrie touche en premier lieu les secteurs industriels comme le textile, habillement...etc. Midi-Pyrénées est la première région de France pour le nombre d'exploitations agricoles et les industries de l'agroalimentaire représentent le 2^{ème} secteur industriel par le chiffre d'affaires. Il emploie 26 500 salariés soit 18 % de l'ensemble des effectifs de l'industrie. La particularité de ce secteur industriel, et pointé comme une faiblesse, est que notre région ne transforme pas ce qu'elle produit et il ne constitue pas un débouché pour son agriculture !

La part des services augmente dans l'économie régionale qui se caractérise, avec 138 000 entreprises, par la prédominance des très petites entreprises (TPE). 8 entreprises sur 10 emploient moins de 10 salarié(e)s, dans l'industrie c'est 85 % des entreprises qui ont moins de 10 salarié(e)s.

les grandes tendances de l'économie !

la spécialisation de l'économie régionale présentée comme un risque, la valorisation du Bois, un atout !

Une économie régionale attractive puisqu'elle se classe parmi les 5 premières régions françaises pour l'accueil des investisseurs internationaux. De 2000 à 2004, 262 projets ont été accueillis, ils ont concerné 11 193 emplois.

Les éléments principaux de cette attractivité sont les activités aéronautiques et spatiales avec 350 établissements industriels et 200 prestataires de services. Ce secteur représente 50 000 emplois directs et 75 000 emplois induits.

L'agglomération toulousaine concentre les fl des établissements de ce secteur ainsi que ceux des services et l'informatique. Dans la région ce sont essentiellement les établissements industriels sous-traitants qui sont présents.

Cette situation conduit à la spécialisation de notre région, elle est pointée comme un risque et le redéploiement des compétences industrielles acquises dans ce secteur vers d'autres secteurs industriels est présenté comme un enjeu majeur pour l'appareil productif régional.

La pharmacie et la chimie fine occupe **11 536** salariés et en matière de recherche, hormis le fort potentiel de notre région, Midi-Pyrénées est le 3^{ème} pôle national de recherche publique en chimie.

La valorisation du Bois est également présentée comme un atout qu'il faut développer.



Ceci étant l'analyse des politiques territoriales met en évidence un développement régional à 3 vitesses :

- celui de la métropole toulousaine
- des agglomérations
- celui des territoires les plus ruraux

Beaucoup de choses à dire sur d'autres éléments du diagnostic, retenons toutefois :

La moitié des habitants de Midi-Pyrénées vit dans une des 18 villes centres de pôles urbains, ces nouvelles aires urbaines s'étendent, ce qui n'est pas sans poser de problème pour les déplacements, les transports (502 véhicules pour 1000 habitants).

Certains quartiers en difficultés, dans les principales villes de Midi-Pyrénées mais aussi

des territoires en marge du développement régional :

- Les bassins d'emploi en reconversion
- Les territoires ruraux isolés

■ **L'offre de services publics en zone rurale et notamment les services de santé, stagne et se dégrade. Par exemple la capacité d'accueil hospitalière de courte durée a chuté de 31 % entre 1992 et 2003.**

D'autres éléments du Diagnostic touchent aux infrastructures, aux transports, aux politiques territoriales. Dans cette réalité présentée, bon nombre d'éléments recourent ce que nous dénonçons depuis longtemps et ne constitue, pas vraiment, une

les propositions de la CGT

pour imposer des choix de progrès social... !

surprise. Une question s'impose! L'enjeu des choix à faire dans le **SRDE** est bien d'inverser ces stratégies qui conduisent au recul social, au renforcement des inégalités au sein du territoire régional, à l'isolement des populations, à un développement économique inégal et qui spécialise notre région autour d'une industrie au détriment d'un renforcement nécessaire voir d'un abandon de la diversification de nos atouts industriels décisifs pour le développement du plein-emploi.

C'est pourquoi nous voulons agir pour mettre en avant nos propositions, comme nous le faisons



pour le textile, le Bois-Papier, dans des secteurs comme l'automobile, l'agroalimentaire...

Nos propositions

■ **le développement de ces secteurs** permettrait de créer des milliers d'emplois stables, qualifiés et bien rémunérés.

■ **en matière d'organisation sanitaire** et sociale nous proposons, notamment que l'hôpital public soit le pivot du système de santé au niveau de chaque territoire et assure une offre de soins de qualité. Il doit être doté prioritairement des moyens humains et matériels nécessaires et suffisants. De nouvelles créations et constructions doivent décidées pour répondre aux besoins de santé qui se développent, la continuité de l'offre de soins sur chaque territoire, assurée... etc.

■ **pour les équipements** les infrastructures ainsi que le développement des transports collectifs pour l'ensemble du territoire régional dans le cadre d'une complémentarité entre modes.

■ **assurer un haut niveau de garanties sociales** et collectives, un

statut du salarié comme dans l'aéronautique pour lutter contre la précarité qui se développe!

■ **satisfaire ces propositions** suppose une nouvelle orientation des aides publiques et un meilleur contrôle de leur efficacité. La création d'un fond régional pour l'emploi et le développement solidaire doit permettre le développement d'activités et d'emplois, le développement des filières régionales et la pérennisation des activités existantes comme le développement de productions innovantes.

■ **les services publics** constituent un facteur déterminant du développement économique et de l'aménagement solidaire du territoire, il faut donc, garantir un maillage du territoire pour répondre aux besoins des populations et de l'économie. Le développement régional, celles des activités inscrites dans le SRDE constitueront inévitablement un levier pour poser ces exigences! Car c'est cet ensemble: activité économique et services publics, qui est un élément essentiel de la structuration d'un territoire et de son développement.

...Des outils pour Construire la santé et la Sécurité au Travail

Ce sont bien les salarié(e)s qui sont à même de pouvoir parler de leur travail, et c'est grâce à leurs témoignages que nous pourrions aussi nous forger une idée sur le travail réel.

Avons-nous vraiment la perception des risques encourus lorsque l'on exécute une tâche que l'on répète maintes et maintes fois... Quelles peuvent être les conséquences sur la santé physique et mentale? La participation à ce forum de médecins du travail ainsi que l'ingénieur conseil de la CRAM, des inspecteurs du travail et sociologue sera pour tous un temps fort car leur apport est d'autant plus important, de par leur fonction, ils

côtoient les salarié(e)s et peuvent ainsi avoir un jugement critique sur leurs conditions de travail et les méfaits sur leur santé.

Serge DUFOUR représentera la confédération CGT à ce forum.

FORUM MONTAUBAN
organisé par UD82 et le Comité Régional 13 AVRIL 2006





Centrale d'ALBI, enjeu pour l'Energie...

outil industriel et politique énergétique,
diversification de la ressource en région

La Centrale électrique d'Albi produit depuis des années l'électricité la moins chère et permet une diversification de la ressource énergétique pour le grand Sud-ouest. L'annonce il y a un an, de sa fermeture, sans raison a suscité de vives inquiétudes. Bien sûr pour l'avenir des emplois, les 60 salariés à statut comme pour tous les emplois induits dans l'agglomération mais aussi pour cet atout industriel important pour l'activité économique du Tarn. Département qui n'a pas été épargné par les restructurations industrielles qui l'ont lourdement affecté. Dès l'annonce de la fer-

meture, l'UDCGT du Tarn a été à l'initiative de la bataille et du rassemblement des salariés pour la défense de la centrale. Un collectif de lutte et de défense s'est mis en place, composé des Partis politiques PS, Verts, PCF, LCR et de la CGT. La manifestation de ce samedi 11 février avec les 800 participants a permis de démontrer avec force l'attachement des salariés à cet outil industriel. Elle a montré les manœuvres de la Direction mais aussi des pouvoirs publics, notamment la Marie d'Albi pour tenter de céder la Centrale à des opérateurs privés. Il a été également mis en évidence

le danger de rendre notre région dépendante de la seule source d'approvisionnement qu'est Golfech. Nous avons pu mettre en avant nos propositions pour la production électrique dans le département. Cette démarche offensive et porteuse de la demande d'un moratoire suspendant la décision de fermeture et l'ouverture d'un débat public sur la politique énergétique dans le département contraint le préfet et le Conseil général à s'engager notamment sur l'organisation d'une table ronde... Une audience avec le Préfet du Tarn aura lieu le 8 mars... à suivre!



Depuis le début de l'année, dans le cadre de la préparation de la Conférence de l'UIT*, nous avons engagé un

travail important sur les enjeux de transports en Midi-Pyrénées et mis en place un groupe de travail régional dont l'animation a été confiée à **Jean-Pierre LEFLOCH** qui rejoint le secrétariat régional.

Agé de 50 ans, adhérent du Syndicat Cheminot UFCM de Toulouse, Jean-Pierre a un parcours professionnel et syndical atypique. Originaire de la région parisienne il entre à la SNCF en 1971 comme apprenti, puis passe au Cadre Permanent en 1973 en tant qu'électricien sur locomotives diesel dans la banlieue de Paris-Nord.

secrétariat régional !

Muté en 1981 à Toulouse, c'est sur les Corail et le parc régional qu'il travaille, pour changer radicalement de métier en 2003 et s'orienter vers la prévention des risques professionnels (sécurité du travail).

Parallèlement, syndiqué sans discontinuer depuis 1976, il prend en charge successivement divers dossiers et responsabilités : apprentissage, délégations nationales catégorielles. Secrétaire de Syndicat puis Secrétaire Général de l'Union Professionnelle Régionale des cheminots de Midi-Pyrénées... pendant toute cette période à la CFDT. Organisation qu'il quittera fin 2003 pour rejoindre la CGT, tout comme plus d'un millier de militants au niveau national, après la trahison de la Confédération CFDT sur le dossier des retraites en mai 2003.

Transition réussie, et bien comprise par les cheminots puisque, dès les élections pro-

fessionnelles de mars 2004, la CGT enregistrait une progression de plus de 9 % sur la Région Midi-Pyrénées (record national!) pour arriver à plus de 60 % de représentativité. Signe de la qualité de l'accueil et traduction concrète du "syndicalisme rassemblé". Il est aujourd'hui membre du Bureau du Secteur des Cheminots de Midi-Pyrénées et de la Commission Exécutive Fédérale des cheminots.

L'actualité c'est maintenant de structurer un travail en commun avec les diverses fédérations composant l'UIT pour déboucher sur des propositions communes d'avenir en matière de transport et faire un effort particulier de syndicalisation chez les salariés de la route pour leur permettre de disposer d'une CGT efficace, avec des adhérents plus nombreux.

(*) Union Intérfédérale des Transports regroupant (Routiers, Equipement, Urbains, Cheminots, Aériens...)

21 mars : journée internationale !

contre le racisme, et toutes les discriminations
une initiative régionale à faire vivre

Rappel historique

Le 21 mars 1960, à Sharpeville, la police sud-africaine alors gardienne de l'apartheid tira sur la foule qui manifestait pacifiquement pour l'égalité des droits indépendamment de la couleur de la peau. Au moins 69 morts et plus de 20 000 arrestations ; mais les coups de feu résonnèrent dans le monde entier. Et, en mémoire de ce massacre, perpétré par l'état raciste d'Afrique du Sud, l'ONU décida de faire du 21 mars la journée internationale contre le racisme.



Organisation de Classe, La Cgt combat le racisme

Le préambule des statuts de la Cgt stipule : **"Elle agit...contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions"**. Le racisme est un ferment de division entre les travailleurs

qui affaiblit la classe ouvrière face au patronat. Chaque année, la Cgt organise donc, à l'occasion du 21 mars, diverses initiatives.

L'initiative régionale de ce 21 mars, à Toulouse

Le document d'orientation préparatoire au 48^{ème} congrès cadre bien un des défis auxquels nous sommes confrontés :

"Le discours xénophobe et raciste... trouve un écho bien au-delà de la droite et de l'extrême droite et traverse notamment le monde du travail qu'il entend diviser".

Or, "... l'exigence d'une égalité de droit au travail et dans la vie est la base de notre syndicalisme et de la démocratie sociale que nous revendiquons."

Pour contribuer à relever ce défi, le comité régional organise, dans le cadre de la préparation du quarante-huitième congrès, ce 21 mars :

■ d'une part, une journée d'étude destinée à donner aux militants de la région des éléments de connaissance leur permettant d'être mieux à même de faire reculer le racisme et les discriminations, à l'entreprise et au-delà.

■ d'autre part, une réunion-débat publique en soirée.

Programme de la journée d'étude (Bourse du travail, Toulouse de 9h 30 à 17H)



Matinée : Le racisme, l'utilitarisme migratoire, la définition et les formes des discriminations racistes, leurs effets.

Après midi : La mobilisation du droit contre les discriminations racistes dans l'emploi et à l'entreprise. Comment agir pour que le droit devienne une menace crédible capable de les faire reculer ?

Intervenants : UD 09 : Claude MEGRET ; Cgt Fasild : Pierre STECKER ; Michel MINE, juriste en droit social ; Alain MORICE, anthropologue, chercheur au CNRS.

Réunion-débat publique en soirée

(à partir de 20h, Bourse du travail, salle Jean JAURES)

■ Racisme et discriminations, Comment les combattre ?

■ **Actualité :** "Crise des banlieues", "Querelle des mémoires" et séquelles du colonialisme.

Intervenants : les mêmes et Laure TEULIERES, historienne, chercheuse au CNRS.

Pour la qualité de la vie syndicale et le rayonnement de la Cgt.

Contribuons au succès de cette journée en la faisant connaître autour de nous, en n'oubliant pas que la soirée est ouverte à tous.



Gisèle VIDALLET
secrétaire générale UD31

Congrès

Le Congrès de l'Union départementale CGT Haute-Garonne s'est tenu les 9 et 10 février 2006 à TOULOUSE, Gisèle VIDALLET a été réélue secrétaire générale de l'UD.

Institut régional du travail

La prochaine session proposée par le Comité Régional dans le cadre de l'IRT se tiendra les 27 et 28 mars. Elle aura pour thème **"Le syndicat face au défi de l'Egalité"**. Sa particularité : elle est une session inter-syndicale que nous organisons avec les organisations syndicales constituantes de l'Institut, FO et la CFDT. Il reste quelques places, inscriptions sans tarder auprès du secrétariat régional. Au moment où se discute dans le cadre des initiatives du 8 mars le principe d'une Charte de l'Egalité Homme/Femme cette session peut permettre aux militantes et militants de mieux comprendre les enjeux de notre bataille.

Pôle de compétitivité

Le 9 mars, nous travaillons à une nouvelle étape du travail engagé en 2005 sur les enjeux des pôles de compétitivité. En effet se tient la réunion des syndicats des entreprises du pôle **aéronautique, spatial et systèmes embarqués** de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine. L'objectif est d'examiner comment travailler ensemble, autour de quels enjeux revendicatifs et le faire de manière inter-régionale.

